



Demande de moratoire en matière d'élaboration des Plans de Prévention des Risques Incendie de Forêt (P.P.R.i.f.) dans le département du Var

Adoptée le jeudi 1^{er} mars 2007, au Cannet des Maures, par

L'Association des Communes Forestières du Var,

L'Association des Maires Ruraux du Var,

L'Association des Maires du Var.

Les signataires de cette saisine sont favorables à la mise en œuvre de moyens de prévention du risque incendie de forêt visant à limiter les conséquences des feux de forêt sur la sécurité des personnes et la protection des habitations.

Suite aux incendies de l'année 2003 dans le département du Var, l'Etat a choisi de mettre en œuvre des Plans de prévention du risque d'incendie de forêt (PPRif). Les massifs de l'Esterel, des Maures et du sud de la Sainte-Baume sont les premiers concernés. La phase d'élaboration qui dure depuis 3 ans pour les 17 communes concernées laisse planer le doute sur la capacité de l'Etat à mettre en œuvre ces mesures compte tenu de la lenteur que nous observons.

Au-delà du préjudice subi par le blocage des permis de construire dans ces communes durant cette phase, les expériences des uns et des autres soulèvent de nombreux problèmes. Dans l'avenir, 126 communes forestières du Var devraient y être confrontées.

Chapitre I - Une démarche non-concertée

L'élaboration d'un P.P.R. doit reposer sur une démarche de concertation et de dialogue. L'établissement de la carte de l'aléa est contestable, car il est dirigé par les services de l'Etat qui sous-traite leur conception à l'O.N.F. pour les massifs de l'Esterel et de la Sainte

Baume et au bureau d'études MTDA pour le Massif des Maures, à partir de critères et de règles définis par ces services eux-mêmes. Aucune concertation avec les communes n'a eu lieu à cette étape essentielle ; aucune donnée spécifique ne leur a été transmise.

Actuellement, les services de l'état travaillent en dehors de tout contact avec les Communes, les informent a posteriori, leur demandent des propositions nouvelles et un travail considérable. Ce dernier est contesté ou accepté sans justification.

Les communes souhaitent un partenariat dans l'instruction de leurs P.P.R.i.f avec les services de l'Etat. Elles demandent en effet que l'élaboration des PPRif repose sur une démarche de concertation, de transparence et de mise en commun des informations.

Chapitre II - Une expertise non-reconnue

La cartographie des zonages des P.P.R.i.f. achevée ou en cours d'achèvement montre sur de nombreux secteurs des divergences conséquentes avec les « avis d'experts », parfois contradictoires sur la même commune.

Les Communes, les Intercommunalités et leurs partenaires techniques multiples et spécialisés ont l'autorité et la connaissance d'apporter leurs expertises sur ces territoires afin de définir les zones à risque de façon concertée.

Chapitre III – Prévention et protection

Le P.P.R.i.f. est un outil d'urbanisme qui ne prévoit ni ne prend en compte les mesures de protection contre l'incendie mises en œuvre dans les zones forestières elles-mêmes. Les Communes réalisent d'importants efforts dans leur mise en œuvre :

- D'une part, elles se sont dotées de Plan Intercommunaux de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF). Elles les actualisent régulièrement et surtout les entretiennent chaque année (débroussaillage mécanique, pâturage).
- D'autre part, les propriétaires situés aux abords des forêts sont soumis par arrêté préfectoral à une obligation de débroussaillage autour de leur habitation. Les études ont prouvé son efficacité dans la protection des habitations. De plus, ces mesures de protection sont pérennes car en cas de défaut de travaux, ceux-ci doivent être réalisés par la Commune et sinon par l'Etat.
- Enfin, d'autres travaux tels que des interfaces habitat/forêt débroussaillées ou des points d'eaux sont également réalisés.

Les Communes veulent que ces moyens de protection et de prévention soient pris en compte dans l'établissement des P.P.R.i.f., en particulier pour supprimer les zones rouges en zone habitée.

Chapitre IV – Préjudice moral et financier

Les biens détruits par un incendie de forêt deviennent inconstructibles en zone rouge. Aucune mesure de protection préventive n'y est admise afin de diminuer le risque et ainsi de permettre le reclassement de ces zones.

Cette position de principe pose le problème de la sécurité des habitants : si aucune mesure de protection n'est possible, faut-il laisser les habitants en danger ?

De plus, les biens fonciers sont immédiatement dépréciés par un classement en zone rouge. Dans un second temps, le cas de maison détruite par l'incendie laisse présager des drames humains.

Parce qu'elles estiment qu'il existe toujours des moyens techniques de les protéger, les Communes demandent donc que les zones actuellement construites (en particulier les zones NB) ne soient pas classées en zone rouge.

Pour ces raisons, nous demandons :

- **Un moratoire immédiat en matière d'élaboration des Plans de Prévention des Risques Incendie de Forêt (PPRif) du département du Var. Ce moratoire doit rester en vigueur jusqu'à une concertation avec les Communes sur l'élaboration globale des PPRif et la prise en compte de leurs revendications.**
- **La communication de tous les éléments de calcul ayant permis d'établir les cartes d'aléas (méthodes et données chiffrées pour chaque zone et pour chaque commune concernée).**